

LA SÉCURITÉ DES BELGES EN DANGER

Nourrie par de nombreux témoignages, notre enquête montre que la Sûreté de l'État est malade. Inquiétant après « l'affaire Jürgen Conings » et face aux nouvelles menaces internationales.

Par Claude Moniquet

Administration discrète s'il en est, la Sûreté de l'État (SE) suscite, depuis des décennies, bien des fantasmes. Elle a traversé de nombreuses crises mais les a surmontés pour finir par retrouver, il y a une vingtaine d'années, une vitesse de croisière satisfaisante.

Aujourd'hui, pourtant, la Sûreté est malade. Et ce ne sont pas ses détracteurs habituels qui le disent, mais bien des commissaires et inspecteurs chevronnés. Un constat qui tombe d'autant plus mal que les menaces sont loin de diminuer. Et que, plus que jamais, Bruxelles, qui n'est pas seulement la capitale de la Belgique mais celle de l'Europe, se retrouve en première ligne.

Tout commence par un coup de téléphone, à la fin du mois de mai.

Jürgen Conings, le militaire d'extrême droite en cavale, est toujours recherché. Alors que la presse, jour après jour, additionne les erreurs et faiblesses des services de renseignement civils et surtout militaires – qui ont permis à un sympathisant connu et fiché de l'ultradroite de continuer à évoluer tranquillement au sein de la Défense, d'accumuler les armes sans attirer l'attention et de prendre la tangente –, le ministre de la justice Vincent Van Quickenborne, dont dépend la Sûreté, vient d'annoncer son plan pour renforcer le service de renseignement civil belge. Dans les trois ans, les effectifs doivent passer de plus de 550 à environ 1 000 personnes (il n'est pas autorisé de donner des informations trop précises quant au nombre de personnes employées par la SE), des postes de liaison vont être ouverts à l'étranger, entre autres à Washington, et un effort important sera consenti pour mieux surveiller réseaux sociaux et services de messagerie afin de repérer les extrémistes de tous bords.

À l'autre bout du fil, notre interlocuteur ne décolère pas : « Tout ça, c'est coller un emplâtre sur une jambe de bois. Rien ne se passera si on ne soigne pas, d'abord, la maladie. Car la "maison" est malade. Certaines de ses sections sont même en état de mort cérébrale, électro-encéphalogramme plat. Et le résultat, c'est que la sécurité des Belges, mais aussi celle des institutions internationales que nous accueillons à Bruxelles, sont en situation de danger. »

L'homme qui parle ainsi n'est pas un inconnu pour nous. Il est commissaire à la Sûreté de

l'État et, depuis plus de vingt ans, nous sommes en contact régulier. C'est aussi, il faut le souligner, un homme satisfait de sa carrière, qui n'a aucun compte à régler avec personne et certainement pas avec sa hiérarchie. Quelqu'un, également, qui ne parle pas pour ne rien dire.

Alors nous avons décidé d'enquêter. Ces quatre derniers mois, nous avons rencontré une demi-douzaine de membres de la SE, commissaires ou inspecteurs. Tous en activité. Nous avons parlé aussi avec quelques anciens, récemment retraités ou ayant quitté le boulevard Albert II pour des cieux plus attrayants. Plusieurs dizaines d'heures d'entretiens en tout, qui nous ont permis de dresser un tableau assez sombre de la situation. Pour des raisons évidentes, tous nos interlocuteurs se sont exprimés sous réserve que leur anonymat soit préservé. Mais nous avons tout recoupé et l'image générale qui s'en dégage est celle d'une Sûreté de l'État en grande fragilité, si ce n'est en complète dépression.

D'abord, un rappel. Les lignes qui suivent ressemblent fort à un réquisitoire à charge. Or, nous glisse l'un de nos visiteurs du soir, « il ne faut donc pas oublier que, par définition, les succès des services de renseignement restent, le plus souvent, inconnus pendant des années, si ce n'est des décennies. Une opération réussie, c'est une opération qui porte ses fruits, qui permet d'agir à temps

et dont le grand public n'entend jamais parler. Il en va de la sécurité des sources, mais aussi de la protection des méthodes opérationnelles. Parfois, certaines conséquences font la une des journaux, par exemple lorsque, en matière de terrorisme, il y a des arrestations. Mais le plus souvent, l'intervention des services reste nimbée de mystère. Ce sont d'autres entités, la police le plus souvent, qui sont mis à l'honneur. »

Et des succès, la Sûreté n'en manque pas. Nous en citerons deux qui appartiennent aujourd'hui à l'histoire, et un nettement plus récent.

Durant la guerre froide, la SE fut ainsi l'un des très rares services de renseignement occidentaux à avoir recruté une source au « bureau politique » du Parti communiste. Approché dans des conditions sur lesquelles il est impossible de s'étendre, cet informateur participait à de nombreuses réunions internationales, entre autres à Moscou et dans d'autres capitales du

« La sécurité des Belges mais aussi celle des institutions internationales que nous accueillons à Bruxelles sont en situation de danger »

NOTRE SPÉCIALISTE DE LA SEMAINE

Il est lui-même un ancien agent de renseignement de la Direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE), particulièrement en Europe de l'Est et dans les Balkans.



« Comment expliquer que dans les heures qui ont suivi les attentats du 13 novembre à Paris, il n'y ait eu qu'une seule responsable de la S.E. dans notre salle d'opération alors qu'il était clair que les attentats avaient été préparés à Bruxelles ? »

bloc soviétique, et amena des renseignements de premier ordre sur les stratégies de propagande et de subversion de l'URSS, mais aussi sur le financement des partis communistes en Europe occidentale.

À la même époque, la SE réussit une autre percée majeure : par un agent occupant une position subalterne à l'ambassade de Libye, et en employant une technique vieille comme l'espionnage, le service met la main, pendant des années, sur l'intégralité des communications diplomatiques – décryptées – échangées entre Tripoli et ses représentations en Europe. À une époque où le colonel Kadhafi était, à juste titre, soupçonné d'être l'un des principaux parrains du terrorisme international, inutile de dire que cette opération fit briller l'étoile de la SE à Washington. Nombre de rapports arrivèrent jusqu'à la table de travail du président, dans le bureau ovale.

Beaucoup plus récemment, en 2013-2014, la Sûreté fut la première à se rendre compte que l'afflux de « volontaires européens » auprès de ce qui allait devenir l'organisation État islamique. Cela donnait une tout autre dimension à ce groupe et augurait de l'ampleur de la menace à venir.

Malheureusement, cette lucidité ne servira pas à grand-chose. Écoutons l'un des commissaires qui a accepté de nous parler : « La non-anticipation des attentats du 13 novembre, alors qu'en phase finale, ils avaient été préparés à Bruxelles durant près de quatre mois, dans des appartements conspiratifs de Schaerbeek, à deux kilomètres à vol d'oiseau de nos bureaux, est un échec total pour nous. Certes, nous ne sommes pas les seuls en cause : la police fédérale, dans un premier temps, n'a pas fait preuve de plus de sagacité. Mais chacun doit prendre ses responsabilités et les nôtres sont énormes. Durant l'été et l'automne 2015, alors que l'Europe était en alerte rouge, nous avons failli. Et cette faillite a conduit aux attentats du 13 novembre à Paris et du 22 mars à Bruxelles. »

En cause, entre autres (ainsi que l'a d'ailleurs souligné la com-

mission d'enquête parlementaire sur les attentats de Bruxelles), un rôle « flou et ambigu » de la SE.

Le même commissaire : « Pour garder la main, nous avons accepté de nous laisser cantonner à un rôle d'auxiliaire du Parquet. Quand nous recevons un renseignement opérationnel faisant état d'activités illégales, nous devons les dénoncer immédiatement à la justice, qui ouvre une information ou une instruction judiciaire et saisit la DR3 de la Police fédérale. Nous perdons ainsi notre spécificité qui est de faire du renseignement et de recueillir, en amont, le maximum d'informations possibles, notamment par des "techniques spéciales" : écoutes, implantation de caméras, manipulation d'ordinateurs, filatures, etc. »

Ces techniques spéciales sont très limitées si on les compare par exemple à ce que peuvent faire les services en France ou en Grande-Bretagne. « En matière d'écoutes, nous utilisons principalement le "zoller malicieux", qui permet de savoir quel numéro appelle quel autre, à quel moment et pendant combien de temps. Mais c'est tout. Pour déclencher une véritable écoute, sous contrôle d'un magistrat, nous devons disposer d'informations précises sur une menace imminente. Nos confrères du MI5 britannique ou de la DGSI française ne connaissent pas ce genre de limitation. »

Certes, mais cela n'explique pas tout. Il y a aussi un véritable problème de motivation. À tous les échelons.

Un autre commissaire témoigne : « Comment expliquer que dans les heures qui ont suivi les attentats du 13 novembre, il n'y ait eu qu'une seule responsable de la SE dans notre salle d'opération, alors qu'il était clair que les attentats avaient été préparés à Bruxelles et que l'ensemble du service aurait dû être sur pied de guerre, pour ne pas dire en ébullition ? Ajoutons, puisque nous sommes en mesure de le préciser que ce responsable, une femme commissaire, traitait de matières qui n'avaient rien à voir avec le radicalisme ou

[SUITE PAGE 10]

« Dans le même temps, on a trouvé les moyens de dégager des effectifs pour placer sous surveillance les organisateurs des « Boums » (les manifestations contre les confinements) alors qu'ils ne font qu'exercer leurs droits de citoyens ? »



le djihadisme. « Mais elle », complète notre source, « elle avait compris les enjeux et prenait ses responsabilités. Elle était sur le pont. » Cette démotivation s'explique non seulement par des questions de statuts et de salaires qui n'ont jamais été pleinement réglées, mais aussi par la politisation du service ou, du moins, de son encadrement. Un vieux routier de la SE : « Jusqu'à Alain Wynants (patron de la Sûreté de 2006 à 2014, NDLR), l'administrateur de la Sûreté était toujours un magistrat. Il appartenait donc à l'ordre judiciaire, ce qui qui garantissait à la fois son expérience et son indépendance. Avec Jaak Raes, nommé en 2014, c'est un homme venu de la police fédérale et du ministère de l'Intérieur qui a été nommé. Je ne remets pas ses compétences en cause, mais le fait est que l'atmosphère a changé et que la Sûreté donne davantage l'impression d'être "aux ordres", voire complètement en roue libre. » Ajoutons, pour faire bonne mesure, que l'administrateur général

« Sur l'extrême droite, nous sommes très faibles, alors que c'est une menace qui monte partout en Europe et que les Allemands ont dû dissoudre une section d'élite parce qu'elle était truffée de néo-nazis »

adjoint est un homme du Parti socialiste et qu'un troisième homme – qui est directeur de l'encadrement – a été nommé dans les hautes sphères et n'a aucune expérience de la criminalité, du terrorisme ou de l'extrémisme : « C'est un pur homme de cabinet, nommé par la seule volonté du prince. » Cette situation a amené à des décisions qui ont été mal vécues au boulevard du Roi Albert II : « Que penser de la nomination ultrarapide d'une stagiaire qui entretenait une relation intime avec l'un des plus hauts responsables de la boîte ? » interroge l'un de nos interlocuteurs. « Vous pensez bien que cela ne regonfle par le moral des troupes. » Même problème avec la répartition des effectifs. Certes, la SE s'en tire mieux que le SGRS qui ne comptait, il y a quelques mois, que deux hommes dans sa section traitant de l'extrémisme. Mais, avec « moins de vingt inspecteurs pour s'occuper à la fois de l'extrême gauche et de l'extrême droite », elle ne peut pas faire de miracle, même si ce service est bien dirigé. « Donc, sur l'extrême droite, nous sommes très faibles, alors que c'est une menace qui monte partout en Europe. Par exemple, les Allemands ont été obligés, rien que ces derniers mois, de dissoudre un bataillon des forces spéciales et une section d'élite dans la police judiciaire d'un Länder, parce que ceux-ci étaient truffés de néonazis », affirme un inspecteur spécialisé. « Mais, dans le même temps, on a trouvé les moyens de dégager des effectifs pour placer sous surveillance les organisateurs des Boums 1, 2 et 3 (des manifestations contre les confinements, NDLR). Je veux bien admettre que dans certains pays, on a observé une implication importante de l'ultradroite et des milieux complotistes dans les manifestations contre les restrictions liées au Covid-19, mais il a rapidement été évident que ce n'était pas vraiment le cas chez nous. Alors, pourquoi gaspiller du temps et de l'argent pour surveiller des gens dont on peut penser ce que l'on veut mais qui, en dernière analyse, ne font qu'exercer leurs droits de citoyens ? En quoi la sécurité de l'État est-elle menacée ? Ou l'ordre constitutionnel ? » Le CI (« counterintelligence », le contre-espionnage classique),

censé s'intéresser aux ingérences étrangères, entre autres russes et chinoises, n'est pas mieux loti. Pour des raisons aussi obscures qu'incompréhensibles, les spécialistes de la Russie ne sont autorisés qu'à s'intéresser aux cibles travaillant à l'ambassade russe. Or, on sait depuis des dizaines d'années – et les cas qui le prouvent abondent dans le monde – que nombre d'agents du SVR (renseignement étranger) ou du GRU (renseignement militaire) sont des « illégaux », agissants sous couverture non diplomatique, comme journalistes, hommes d'affaires, ingénieurs ou autres. Et même sur les diplomates-espions, on ne peut guère dire que la Sûreté engrange des résultats spectaculaires : « Il y a sept ou huit ans, nous avons réuni un dossier accablant contre un certain "S", qui utilisait neuf GSM différents. Nous l'avons suivi un long moment et malgré les contre-mesures qu'il prenait pour rompre les filatures, nous sommes arrivés à démontrer qu'il se livrait à l'espionnage. Son expulsion a été demandée aux Affaires étrangères et n'a jamais été accordée », nous révèle un spécialiste du contre-espionnage. « Vous voulez d'autres exemples ? Je pourrais vous parler de cet officier de réserve travaillant entre autres pour le SGRS, dont nous avons établi qu'il avait des contacts avec le renseignement russe, qu'il était lié à des trafics de pétrole venu de Russie et qu'il avait logé chez lui un proche de Kadyrov, l'homme de Poutine en Tchétchénie. C'est à peine si nous avons été capables de faire sauter son habilitation de sécurité. Quant au colonel en activité qui était lié à son réseau et avait accès aux renseignements Cosmic Otan, l'un des plus hauts niveaux du secret, il n'a jamais été

sanctionné que par une amende pénale – qu'il n'a jamais payée –, alors que nous savions qu'il était un agent recruté par les Russes. Peut-être ses liens avec certains politiques flamands expliquent-ils cette étrange mansuétude. » La section s'occupant des sectes nuisibles, elle, n'a « rien produit d'intéressant depuis quinze ans », nous affirme-t-on. « Aujourd'hui », conclut le commissaire qui a été à l'origine de notre enquête, « la SE ne produit quasiment plus de renseignement opérationnel intéressant et est même totalement inactive dans certains domaines. Elle sert essentiellement de courroie de transmission pour remettre aux autorités des renseignements fournis par les services alliés et non vérifiés par nos soins. Notre direction appelle cela le système Red Box et en semble très satisfaite. Mais cela signe simplement la mort cérébrale du service. » « Mort cérébrale », les mots sont peut-être excessifs, car nombre d'inspecteurs et de commissaires de la « maison » restent motivés et veulent travailler. Mais ils soulignent le malaise profond qui mine un pilier essentiel de notre démocratie. Or, les menaces s'accumulent : le djihadisme reste très présent, l'ultradroite et le complotisme montent en flèche depuis le premier confinement, la cybercriminalité et le crime organisé mondialisé menacent l'économie et gangrènent la société. Et au-delà de ces menaces qui affectent directement la sécurité des Belges, une autre question se pose : le pays qui abrite les structures centrales de l'Union européenne et de l'Otan peut-il faire l'économie d'un service de renseignement et de sécurité efficace, motivé, bien dirigé et doté des moyens nécessaires ? Poser la question, c'est déjà y répondre. — Claude Moniquet



Le pays qui abrite les structures centrales de l'Union européenne et de l'Otan peut-il faire l'économie d'un service de renseignement et de sécurité efficace ?